

Les banques suisses à la fin de l'ère des énergies fossiles

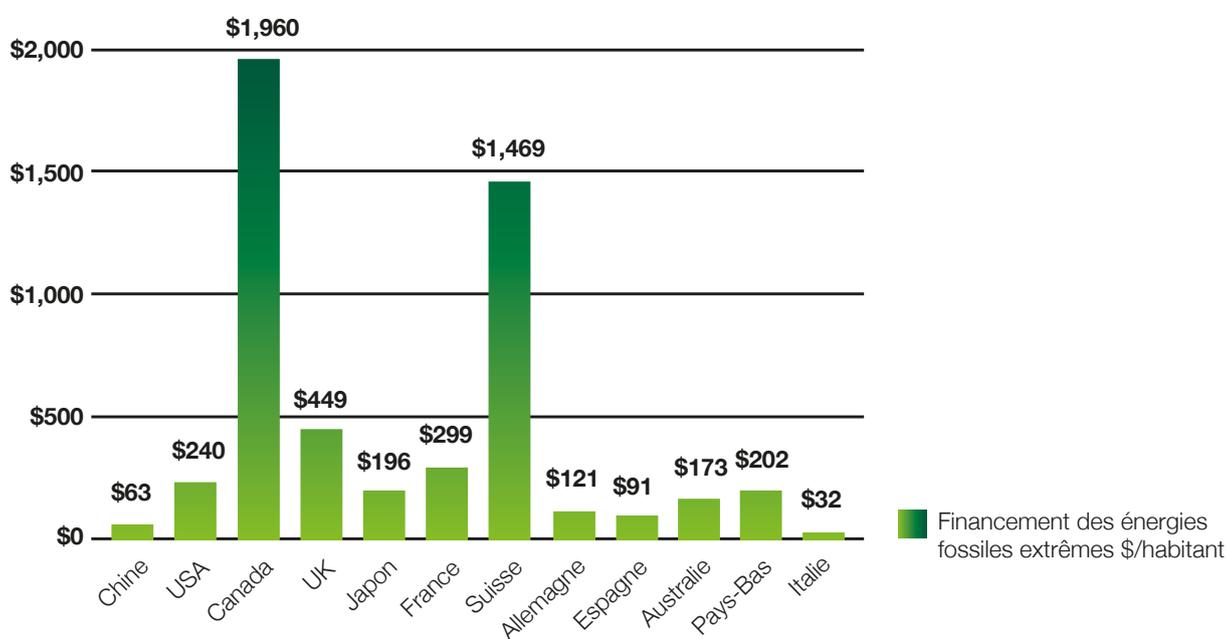
©Greenpeace. Des activistes à Manilla manifestent dans le cadre de "Break Free" contre les énergies fossiles, 2017.

1. Financer les changements climatiques : un business dangereux

La Suisse est un des principaux marchés financiers, mais les flux financiers n'y sont pas durables. Ce rapport montre que les deux principales banques suisses - Credit Suisse et UBS – ont mis USD 12.3 mia à disposition d'entreprises exploitant des combustibles fossiles extrêmes¹. Rapporté à la population suisse en 2016, l'engagement des grandes banques contre le climat des trois dernières années correspond à environ USD 1470 par personne. C'est plus que dans tout autre pays européen.

Plus de deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat qui marque une étape historique, les principaux régulateurs et économistes de la planète confirment que les changements climatiques constituent les risques les plus significatifs et les moins bien compris qui pourraient avoir des implications financières significatives à court terme². Le changement climatique a le potentiel de créer des ruptures physiques, sociales et économiques à une échelle sans précédent, il est donc indispensable que nous augmentions nos efforts et que nous agissions ensemble pour y faire face.

Financement des énergies fossiles par les banques globales, \$/habitant (2015 - 2017)



Source: Banking on Climate Change: Fossil Fuel Finance Report Card 2018
Source for country populations: World Bank

Conformément à un récent rapport réalisé par de nombreuses ONG (voir ci-dessous), Credit Suisse et UBS ont financé en 2015-17 des entreprises actives dans les combustibles fossiles extrêmes à hauteur de USD 12.3 mia. Chacune de ces banques y a contribué respectivement pour USD 7.825 et 4.477, ce qui les place à la 20e et à la 26e place sur les 36 principales banques internationales en termes de financement des combustibles fossiles. Elles sont en 4e et 8e place par rapport à leurs pairs européens et elles dépassent leurs pairs en Italie, en Allemagne, en Espagne et aux Pays-Bas dans ce type de financements.

Mêmes si des banques chinoises, japonaises, étasuniennes, canadiennes et britanniques ont octroyé des financements plus importants en termes absolus, les contributions de Credit Suisse et UBS aux pires combustibles fossiles par rapport au PIB représente le second total parmi les 36 banques internationales étudiées, avec 1.86%.

Cela devrait servir d'avertissement aux régulateurs et aux citoyens suisses.

Si l'on ajoute ces résultats aux recherches qui montrent que les émissions de gaz à effet de serre liées aux investissements pratiqués sur la place financière suisse correspondent à 22 fois les émissions domestiques de la Suisse³ et que les tests d'impacts climatiques des fonds de pension et d'assurance suisses réalisés par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) en 2017 montrent que ces investissements vont dans le sens d'une augmentation des températures de 4° à 6° C⁴, il est évident que l'actuelle approche en Suisse de type « wait and see » des risques climatiques financiers est irresponsable, disproportionnée et dangereuse.

Non seulement les institutions financières suisses agissent comme conseillers pour un quart des investisseurs transnationaux⁵, mais Credit Suisse et UBS jouent spécifiquement un rôle important dans les financements à l'étranger. Si les comportements d'investissement et de financement ne sont pas en accord avec les politiques climatiques nationales et internationales à long terme, ils constituent un risque potentiel pour les acteurs financiers et la stabilité économique. En fin de compte, il faut se souvenir que la transition vers une économie peu intensive en carbone offre des possibilités d'investissement estimées à USD 89'000 milliards⁶, mais que les impacts des changements climatiques pourraient coûter près d'USD 24'000 milliards⁷.

Bien que la FINMA et la BNS prennent certaines mesures pour gérer l'habituel risque systémique « too big to fail » constitué par l'industrie financière suisse⁸, les implications financières de Credit Suisse et UBS dans les combustibles fossiles constituent à elles seules des risques climatiques et réputationnels trop élevés pour un aussi petit pays que la Suisse.

Ce rapport montre malheureusement que la prise de conscience du niveau de responsabilité et de risque n'est pas encore arrivée en Suisse, alors que Credit Suisse et UBS restent des acteurs majeurs dans le financement international des entreprises actives dans les combustibles fossiles.

Les résultats et les analyses de ce rapport se basent sur :

Banking on Climate Change: Fossil Fuel Finance Report Card 2018 by Rainforest Action Network, BankTrack, the Indigenous Environmental Network, Oil Change International and the Sierra Club et soutenu par Greenpeace, qui révèle le classement du financement total (prêts et souscriptions) de 36 banques internationales aux 30 principales entreprises actives dans les six sous-secteurs des combustibles fossiles extrêmes (plus six entreprises d'oléoducs pour sables bitumineux) pour la période 2015-17. Ces banques sont incluses dans l'analyse au regard du volume de leurs activités commerciale et d'investissement et de l'ampleur de leurs liens avec les entreprises actives dans le domaine des combustibles fossiles extrêmes. Ces dernières ont été sélectionnées en prenant en compte leurs réserves, leur capacité de production ou de leur production annuelle dans chacun des combustibles fossiles extrême pris en compte par notre analyse. Le secteur du charbon est pris dans son ensemble au regard de son impact dévastateur pour le climat mais aussi pour l'environnement, la santé et les droits humains.

Banks vs. The Paris Agreement: Who's still financing coal plant development? Un rapport et des recherches effectués par Urgewald, Friends of the Earth France et Re:Common and Rainforest Action Network sur le financement par des banques de plus de 120 développeurs de centrales au charbon identifiés par Urgewald. Ces 120 compagnies sont derrière les 2/3 de l'augmentation de la production d'énergie par le charbon⁹.

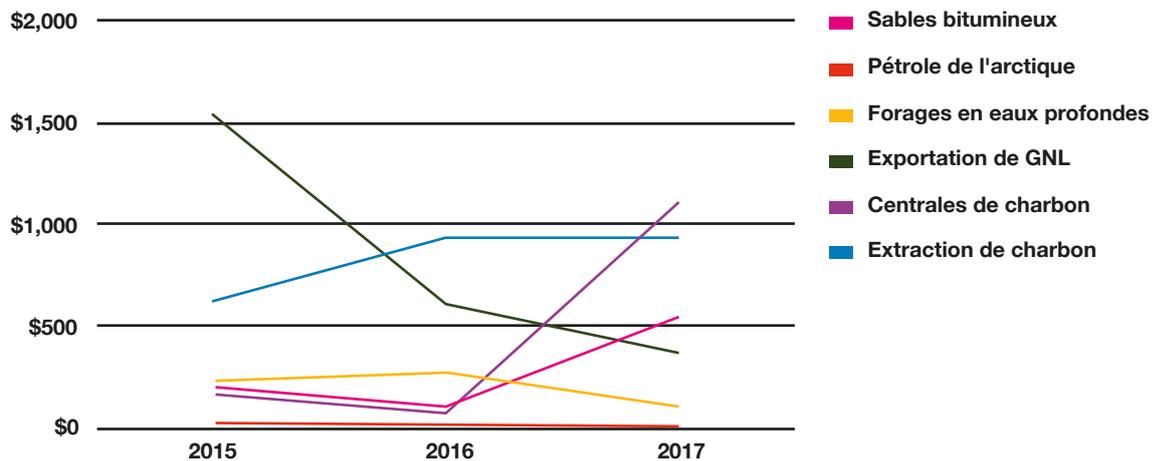
Les recherches menées par Greenpeace sur le financement par Credit Suisse et UBS d'entreprises d'oléoducs controversées à partir de sources provenant de Bloomberg Finance L.P

2. Les financements de combustibles fossiles les plus problématiques par les banques suisses

Credit Suisse est le 2e pire récidiviste européen (et le 8e pire récidiviste international) à cause de la forte augmentation des financements de combustibles fossiles extrêmes de plus d'USD 1 mia en 2017 par rapport à 2016. Pour Credit Suisse, les principaux financements de combustibles fossiles extrêmes sont allés aux **sables bitumineux** et aux **mines de charbon** - les deux combustibles fossiles les plus contestés.

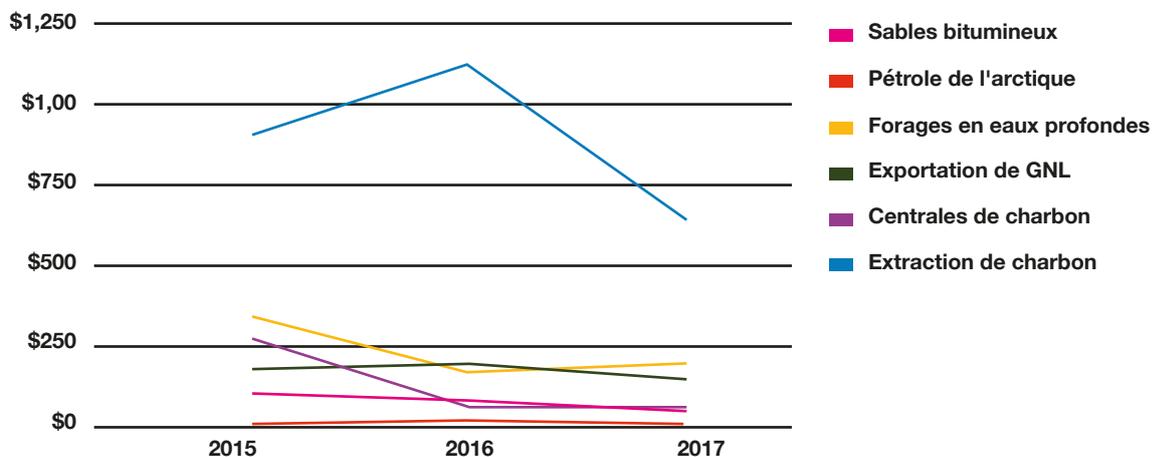
Durant la période 2016-17, UBS a par contre réduit ses financements, même si 2016 a dépassé 2015 à cause du financement d'**exportations de GNL**, de **centrales au charbon** et de **pétrole arctique**.

Financement par Credit Suisse de sables bitumineux, de pétrole de l'arctique et issu de forages en eaux profondes, exportation de GNL, charbon, en Mio



Source: Banking on Climate Change: Fossil Fuel Finance Report Card 2018

Financement par UBS de sables bitumineux, de pétrole de l'arctique et issu de forages en eaux profondes, exportation de GNL, charbon, en Mio



Source: Banking on Climate Change: Fossil Fuel Finance Report Card 2018

2.1 Credit Suisse dans une frénésie de dépenses dans les mines de charbon aux USA

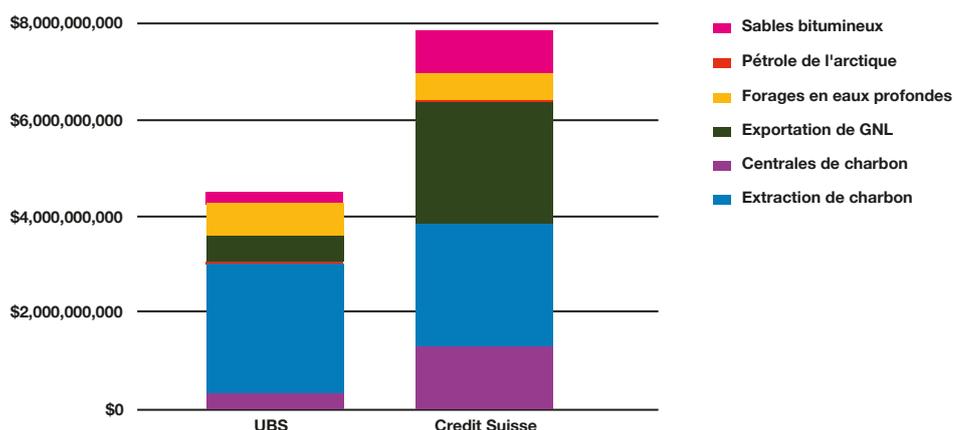
En 2016, Credit Suisse a élaboré une politique sur les activités minières et des lignes directrices sur la production électrique à base de charbon¹⁰. Credit Suisse interdit le financement de nouvelles centrales au charbon dans les pays de l'OCDE à haut revenu, sauf s'il implique le captage et le stockage de carbone (CSC). En matière minière, cette politique dit que la banque ne fournira aucun type de financement spécifiquement lié au développement d'une nouvelle mine de charbon ou si la plus grande partie est destinée à une nouvelle mine de charbon¹¹.

Mais il y a un hic à cette affaire, car le financement d'un client actif dans l'extraction de charbon à travers des prêts et des obligations ne semble pas être exclu par cette politique. Le soutien que Credit Suisse continue à accorder à Peabody Energy en constitue un bon exemple. Selon des recherches faites pour le Banking on Climate Change : Fossil Fuel Finance Report Card 2018, de 2015 à 2017,

Credit Suisse a multiplié par 8 son financement à Peabody Energy, accordant des prêts et des obligations totalisant USD 981 mio sur 3 ans à cette compagnie minière tombée récemment en faillite. Cette compagnie produit chaque année 159 MT de charbon et a des projets d'expansion de la production électrique à base de charbon en Chine¹².

UBS n'entre plus en matière sur de nouveaux prêts ou des levées de capitaux destinés à des compagnies actives dans les mines à déplacement de sommets (Mountaintop removal mining), mais n'a pas d'engagement de réduction dans le secteur minier en tant que tel¹³. La banque a toutefois divisé par 5 ses financements de compagnies de mines à déplacements de sommets durant la période 2015-17.

Credit Suisse et UBS financement des entreprises et des projets d'énergies fossiles extrêmes (2015 - 2017), en Mio



Source: Banking on Climate Change: Fossil Fuel Finance Report Card 2018

Étude de cas : Peabody Energy¹⁴

Avant de faire faillite, c'était la plus grande compagnie minière privée de la planète, Peabody a emprunté des milliards de dollars à des banques internationales pour acheter des entreprises rivales dans le domaine du charbon et investir dans de nouvelles machines et de nouvelles mines dans le but de bénéficier de ce que l'on nomme un super-cycle¹⁵. Mais lorsque le gaz naturel est devenu un concurrent et que la demande de charbon a baissé tant aux USA qu'à l'étranger, Peabody n'a plus pu générer assez de liquidités pour payer ses dettes. L'évaluation publique de l'entreprise a chuté de 99% par rapport au sommet de 2008, totalisant USD 38 mio immédiatement avant l'annonce de sa faillite. A ce moment-là, Peabody a obtenu un paquet de financement pour sa faillite d'un montant de USD 800 mio mené par Citi.

Lorsqu'en avril 2016, l'entreprise a demandé la mise sous protection du Chapitre 11 de la loi sur les faillites¹⁶, et que ses mineurs retraités ne touchaient plus leur rémunération complète, elle a tout de même versé USD 1.2 mio à ses lobbyistes¹⁷.

Goldman Sachs, Credit Suisse et JP Morgan Chase ont financé les USD 1.5 mia nécessaires pour sortir Peabody de la faillite dans une version « allégée ».

La nouvelle Peabody est née. Ces principaux dirigeants, y compris ceux qui ont conduit aux pertes dramatiques qui ont provoqué sa faillite, sont toujours en place et ont reçu de significatives récompenses financières. Ses principaux créanciers détiennent maintenant de significatives participations au capital. Ses retraités en revanche, ne reçoivent qu'une partie de la retraite qui leur avait été promise. Et les impacts environnementaux de l'activité de l'entreprise persistent¹⁸.

2.2 Les financements en faveur de constructeurs de centrales au charbon sont largement plus élevés chez UBS que chez Crédit Suisse

UBS dépasse toutefois Credit Suisse lorsqu'il s'agit de financer les pires développeurs de centrales au charbon.

L'ONU considère clairement qu'il n'y a plus de place pour de nouvelles utilisations du charbon¹⁹. Selon la dernière étude effectuée par Urgewald et Banktrack sur les 120 principaux développeurs de centrales (des entreprises qui prévoient de construire plus de 550'000 MW de nouvelles capacités électriques à partir du charbon, l'équivalent de la capacité de production de l'Inde, des USA et de l'Allemagne)²⁰, Credit Suisse et UBS ont fourni à ces entreprises des prêts et des obligations totalisant respectivement USD 3.798 mia et USD 5.417 mia entre 2014 et 2017, les plaçant au 42e et au 31e rang international.

UBS est une des neuf principales banques occidentales à avoir augmenté son financement à ces 120 développeurs de centrales au charbon après la conclusion de l'Accord de Paris sur le climat²¹.

Si ces 120 entreprises obtiennent les financements qu'elles cherchent, la température de l'atmosphère de notre planète augmentera de 4°C²². Ce serait un désastre pour l'humanité et l'environnement.



©Jeff Goglinski / Greenpeace. Vue sur la mine de charbon de Peabody Energy, southern Illinois, USA, 2016.



©Bernd Lauter / Greenpeace. Centrale thermique au lignite Niederaussem, Allemagne, 2014.

2.3 Les banques suisses financent les oléoducs pour les sables bitumineux et autres oléoducs controversés

Il faut non seulement s'intéresser aux banques qui financent directement les projets de sables bitumineux, mais aussi à celles qui financent les entreprises qui sont impliquées par des obligations et des lignes de crédit générales. Une entreprise n'a en effet pas forcément besoin d'un financement spécifique pour construire un oléoduc. Même sans financer directement le projet, les banques qui financent les entreprises qui construisent des oléoducs financent également le projet.

Selon les données les plus récentes (2018), Credit Suisse et UBS ont participé à et/ou ont organisé respectivement au moins 12 des récents prêts commerciaux généraux (non échus) et émissions d'obligations pour Enbridge, Kinder Morgan, Transcanada et la famille d'entreprises Energy Transfer (ETP) et ses subsidiaires qui sont en train de construire les oléoducs hautement controversés que sont Line 3, Trans Mountain, Keystone XL, Dakota Access et Bayou Bridge²³.

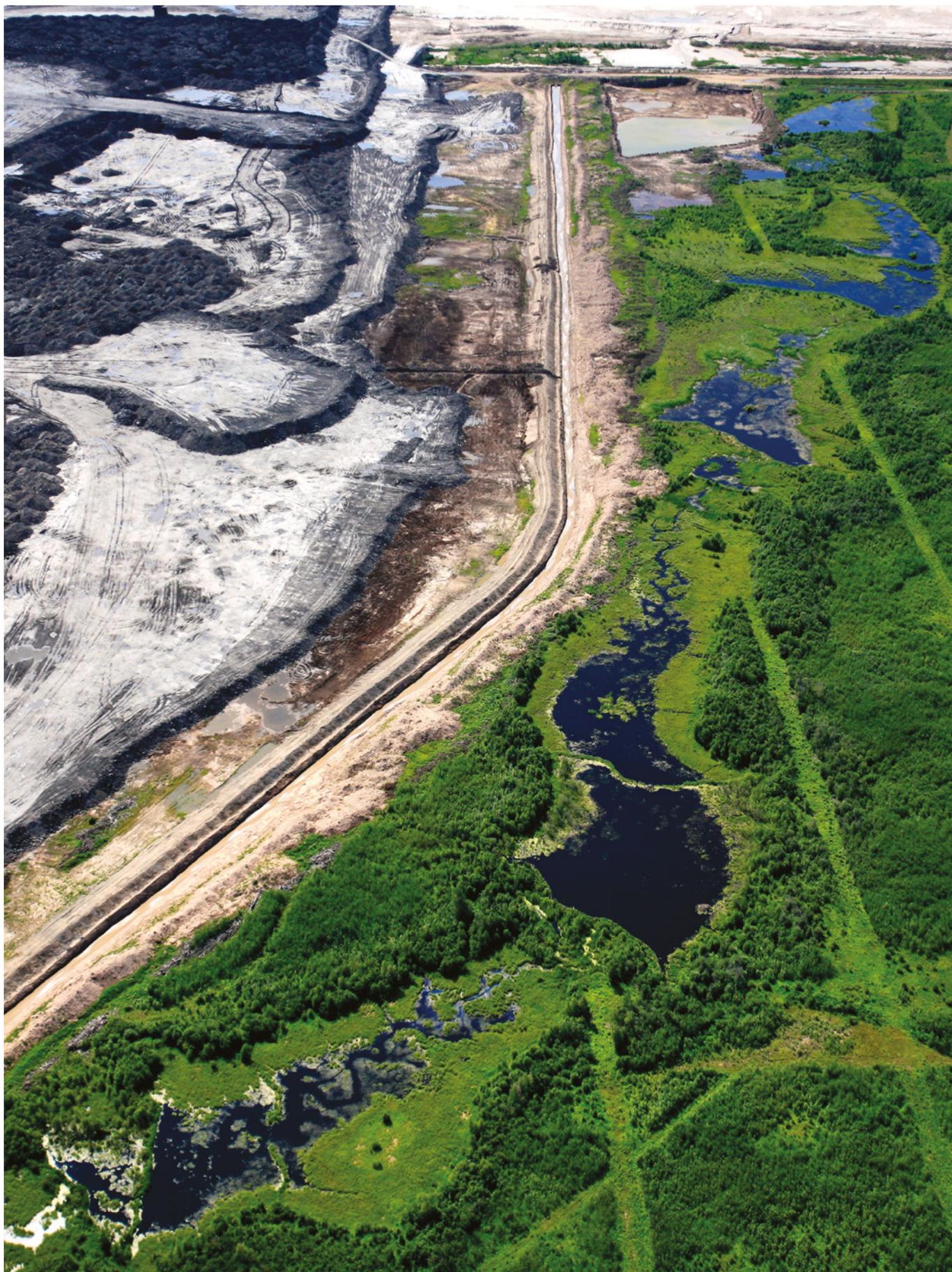
Malgré trois visites de représentants de populations autochtones amérindiennes impactées par ces projets, une plainte en cours à l'OECD contre Credit Suisse et de nombreuses protestations de la société civile, la banque a continué à fournir des capitaux à ces constructeurs d'oléoducs sales en 2017 et 2018. C'est une des rares banques européennes à continuer à le faire. Lorsque les banques refusent de mettre fin à des relations commerciales avec des entreprises comme Enbridge, Kinder Morgan et ETP, elles bafouent l'objectif de limiter le réchauffement à 1.5-2°C que s'est fixée la communauté internationale, ainsi que les droits des populations autochtones. Elles misent sur les politiques menées par les dirigeants nord-américains Trudeau et Trump qui piétinent les droits des populations concernées et s'opposent à la lutte pour la protection du climat.

L'émission d'obligations pour Enbridge échues en 2077 et 2078 a constitué le plus récent exemple de « business as usual » et de mépris pour les risques climatiques et les droits des autochtones²⁴.

Credit Suisse a en outre continué à financer Energy Transfer Equity²⁵, l'exploitant d'oléoducs derrière le Dakota Access Pipeline (DAPL) et dont la filiale poursuit Greenpeace et d'autres membres de la société civile avec une poursuite bâillon (strategic lawsuit against public participation, SLAPP) de USD 1 mia²⁶.

UBS s'est jusqu'ici abstenue d'accorder de nouveaux financements aux entreprises mentionnées ci-dessus tout en ayant encore des prêts en cours accordés à Energy Transfers Partners et Kinder Morgan avant 2017.

Aucune des banques suisses n'a annoncé publiquement de politique ou de projets de restreindre le financement de ces oléoducs pour sables bitumineux controversés comme l'ont fait leurs pairs européens : ING, BNP Paribas, Credit Agricole, Societe Generale, Natixis, AXA, BBVA.



©Jiri Rezac / Greenpeace. Lignes sismiques et mines de sables bitumineux, Alberta, Canada, 2009.

Les projets d'oléoducs pour sables bitumineux n'ont pas encore le consentement de toutes les populations autochtones qui se trouvent sur leurs tracés comme le veut la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Plus de 150 communautés autochtones du Canada et des USA ont signé le Traité d'alliance contre l'expansion des sables bitumineux (Treaty Alliance Against Tar Sands Expansion)²⁷. Ce traité est l'expression des lois autochtones et s'oppose à ce que des oléoducs soient construits ou agrandis sur les terres et les côtes des parties signataires qui faciliteraient l'expansion des sables bitumineux.

Enbridge - Line 3

Ce nouvel oléoduc menace la culture et la survie physique des Ojibwés du Minnesota en créant un corridor destructeur à travers des peuplements de riz sauvage qui jouent un rôle profond et essentiel dans leur alimentation et leur culture. Credit Suisse et UBS soutiennent Enbridge par un financement d'entreprise. Il n'y a actuellement pas de projet de financement bancaire de Line 3.

Kinder Morgan - Trans Mountain Pipeline

Au moins une douzaine de communautés autochtones ont entamé des actions en justice et des plaintes contre ce projet qui triplerait la quantité de pétrole brut qui pourrait être transféré de l'Alberta jusqu'à la côte de la Colombie britannique. Les territoires traditionnels des populations autochtones couvrent environ 50% du tracé proposé. Exporter le pétrole transporté par ce nouvel oléoduc nécessiterait 400 pétroliers par an (une augmentation de 700%) à travers la Mer des Salish²⁸. Une fuite de pétrole de sables bitumineux provoquerait de graves dégâts aux communautés locales et à la vie sauvage, y compris aux populations locales d'orques et de saumons. Dans une vidéoconférence adressée à ses investisseurs, Kinder Morgan admet qu'une prolongation du conflit et des disputes autour de conditions additionnelles rendrait le projet trop compliqué pour le mener à son terme.

3. Conclusion

Les banques suisses comme Credit Suisse et UBS jouent un rôle décisif dans la décarbonisation de l'économie internationale ainsi que dans la gestion du risque financier climatique pour leurs clients, leurs

actionnaires et la société dans son ensemble. Ce niveau de responsabilité et de risque n'est malheureusement pas encore arrivé en Suisse, alors que Credit Suisse et UBS restent des acteurs majeurs dans le financement international des entreprises actives dans les combustibles fossiles.

Revendications de Greenpeace:

D'ici à la Conférence de Katowice de 2018 sur les changements climatiques (COP24) en décembre 2018, les banques suisses doivent :

- Elaborer d'urgence des plans clairs et des dates butoirs pour rendre tous leurs flux financiers cohérents avec l'Accord de Paris.
- Cesser de financer spécifiquement des centrales au charbon sur toute la planète.
- Cesser de financer entièrement les développeurs de centrales au charbon.
- Cesser de financer les entreprises dont plus de 30% de la production d'électricité vient du charbon.
- Cesser de financer les entreprises dont plus de 10 GW de puissance électrique installée provient du charbon.
- Cesser de financer les entreprises qui extraient plus de 20 MT de charbon par année ou dont 30% du revenu vient de l'extraction de charbon.
- Cesser de financer les entreprises et les projets qui violent les lois et les conventions internationales protégeant les droits fondamentaux des populations autochtones.
- Arrêter et exclure le financement d'entreprises qui prévoient d'augmenter l'extraction de sables bitumineux ou dont plus de 30% des affaires sont liés aux sables bitumineux, ainsi que de cesser de financer directement les projets de sables bitumineux.
- Exclure progressivement le financement d'entreprises qui accroissent leurs activités dans les combustibles fossiles extrêmes comme le pétrole arctique, le pétrole en eaux profondes, l'exportation de GNL et les hydrocarbures de schiste.

Annexe

Financement des énergies fossiles par les banques globales, \$/habitant (2015 - 2017)

Pays	2015 (en Mio)	2016 (en Mio)	2017 (en Mio)	Total (en Mio)	GDP (en Mio)	Financement des énergies fossiles extrêmes / PIB	Financement des énergies fossiles extrêmes \$/habitant
Chine	\$35,341	\$28,740	\$22,187	\$86,267	\$11,200,000	0.77%	\$63
USA	\$24,879	\$25,472	\$27,113	\$77,461	\$18,570,000	0.42%	\$240
Canada	\$22,099	\$15,572	\$33,443	\$71,117	\$1,530,000	4.65%	\$1,960
UK	\$11,010	\$7,908	\$10,578	\$29,496	\$2,619,000	1.13%	\$449
Japon	\$9,317	\$8,460	\$7,080	\$24,858	\$4,393,000	0.57%	\$196
France	\$8,179	\$6,142	\$5,694	\$20,014	\$2,465,000	0.81%	\$299
Suisse	\$4,547	\$3,621	\$4,134	\$12,302	\$659,800	1.86%	\$1,469
Allemagne	\$5,564	\$2,450	\$1,959	\$9,974	\$3,467,000	0.29%	\$121
Espagne	\$859	\$2,567	\$816	\$4,241	\$1,232,000	0.34%	\$91
Australie	\$2,502	\$964	\$717	\$4,183	\$1,205,000	0.35%	\$173
Pays-Bas	\$1,591	\$1,337	\$514	\$3,442	\$770,800	0.45%	\$202
Italie	\$410	\$788	\$720	\$1,917	\$1,850,000	0.10%	\$32
Grand Total	\$126,298	\$104,021	\$114,955	\$345,272	\$49,961,600	0.69%	\$154

Financement par Credit Suisse de sables bitumineux, de pétrole de l'arctique et issu de forages en eaux profondes, exportation de GNL, charbon, en Mio

Année	Sables bitumineux	Pétrole de l'arctique	Forages en eaux profondes	Exportation de GNL	Extraction de charbon	Centrales de charbon
2015	\$205,000,000	\$22,000,000	\$217,000,000	\$1,539,000,000	\$166,000,000	\$623,000,000
2016	\$106,000,000	\$10,000,000	\$265,000,000	\$608,000,000	\$69,000,000	\$938,000,000
2017	\$543,000,000	\$4,000,000	\$94,000,000	\$377,000,000	\$1,100,000,000	\$939,000,000

Financement par UBS de sables bitumineux, de pétrole de l'arctique et issu de forages en eaux profondes, exportation de GNL, charbon, en Mio

Année	Sables bitumineux	Pétrole de l'arctique	Forages en eaux profondes	Exportation de GNL	Extraction de charbon	Centrales de charbon
2015	\$102,000,000	\$4,000,000	\$335,000,000	\$171,000,000	\$267,000,000	\$897,000,000
2016	\$76,000,000	\$11,000,000	\$166,000,000	\$187,000,000	\$56,000,000	\$1,128,000,000
2017	\$43,000,000	\$4,000,000	\$193,000,000	\$145,000,000	\$52,000,000	\$641,000,000

Credit Suisse et UBS financement des entreprises et des projets d'énergies fossiles extrêmes (2015 - 2017), en Mio

Bank	Extraction de charbon	Centrales de charbon	Exportation de GNL	Pétrole de l'arctique	Forages en eaux profondes	Sables bitumineux	Total
Credit Suisse	\$1,334,000,000	\$2,500,000,000	\$2,525,000,000	\$36,000,000	\$576,000,000	\$854,000,000	\$7,825,000,000
UBS	\$375,000,000	\$2,667,000,000	\$502,000,000	\$18,000,000	\$694,000,000	\$222,000,000	\$4,477,000,000

Source: Banking on Climate Change: Fossil Fuel Finance Report Card 2018

Source des des populations par pays: Banque Mondiale

Références

- ¹ La dénomination "combustibles fossiles extrêmes" se réfère aux hydrocarbures non-conventionnels (sables bitumineux, pétrole de l'Arctique, forages en eaux profondes, hydrocarbures de schiste) et le gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que tout le secteur du charbon. Cette sélection s'appuie sur le travail fait par la Carbon Tracker Initiative afin d'identifier les projets gaziers et pétroliers pour lesquels les risques financiers sont les plus élevés au regard des scénarios de stabilisation du climat à un réchauffement de 2°C maximum. Le secteur du charbon est pris dans son ensemble au regard de son impact dévastateur pour le climat mais aussi pour l'environnement, la santé et les droits humains.
- ² <https://www.fsb-tcfd.org/publications/final-recommendations-report/>
- ³ Les investissements effectués dans toute la place financière suisse provoquent l'émission estimée de gaz à effet de serre de plus de 1'100 mio de tonnes d'équivalents CO₂, soit 22 fois les émissions suisses de GES. Masterplan climat Suisse, Alliance climatique Suisse, 2016
- ⁴ <https://www.bafu.admin.ch/bafu/en/home/topics/climate/info-specialists/climate-and-financial-markets.html#-1822755182>
- ⁵ http://www.swissbanking.org/en/financial-centre/20130715-fp_motor_der_schweizer_wirtschaft_en.pdf
- ⁶ http://static.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2014/08/NCE_Chapter6_Finance.pdf
- ⁷ <https://www.nature.com/articles/nclimate2972>
- ⁸ https://www.snb.ch/en/mmr/reference/stabrep_2017/source/stabrep_2017.en.pdf
- ⁹ L'explication de la méthodologie se trouve ici: <https://coalexit.org/sites/default/files/inline-files/23062017%20Methodology.pdf>
https://www.banktrack.org/coaldevelopers/data/coal_plant_developers_report_methodology.pdf
- ¹⁰ <https://www.credit-suisse.com/corporate/en/responsibility/banking/risk-management.html>
- ¹¹ Summary of Credit Suisse's Sector Policies and Guidelines, <https://www.credit-suisse.com/media/assets/corporate/docs/about-us/responsibility/banking/policy-summaries-en.pdf>
- ¹² <https://coalexit.org/database-full>
- ¹³ "UBS Environmental and Social Risk Policy Framework," Mars 2017.
- ¹⁴ This abstract was taken from a blog post by Rainforest Action Network, September, 2017
https://www.ran.org/peabody_energy_post_bankruptcy_business_as_usual
- ¹⁵ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2010-06-24/peabody-energy-sees-global-coal-demand-at-the-beginning-of-a-super-cycle>
- ¹⁶ <https://www.wsj.com/articles/peabody-energy-files-for-chapter-11-protection-from-creditors-1460533760>
- ¹⁷ <http://ieefa.org/coal-giant-peabody-energy-bankruptcy-still-finds-money-pay-lobbyists/>
- ¹⁸ https://www.ran.org/peabody_energy_post_bankruptcy_business_as_usual
- ¹⁹ <https://www.theguardian.com/environment/2015/may/04/un-climate-chief-says-the-science-is-clear-there-is-no-space-for-new-coal>
- ²⁰ Voir explications: <https://www.banktrack.org/coaldevelopers/>
- ²¹ https://www.banktrack.org/coaldevelopers/#bank_policies
- ²² https://coalexit.org/sites/default/files/inline-files/New%20Coal%20Plants%20Endanger%20the%20Planet_3.pdf
- ²³ These are conservative estimates on funding provided to controversial tar sand pipeline companies by Credit Suisse and UBS, sourced from Bloomberg Finance L.P. Only loans used for general corporate purposes and which have not matured yet are mentioned.
- ²⁴ Enbridge Fixed-to-Floating Rate Subordinated Notes in 2017 (maturity 2077)
https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/895728/000110465917044471/a17-17104_6ex1d1.htm
- ²⁵ Refinancing of a loan for Energy Transfer Equity in October 2017 (Credit Suisse as one of the agents and lenders)
https://seekingalpha.com/filing/3735703#ETE-TERMLOANAMENDMENTNO1_HTML
- one of book-runners for Energy Transfer Equity bond issuance in October 2017 (maturity 2023)
- ²⁶ Plus d'informations sur les poursuites bâillon ou SLAPP: <https://www.greenpeace.org/usa/7-things-you-need-to-know-about-etps-lawsuit-against-greenpeace/>
- ²⁷ Treaty Alliance Against Tar Sands Expansion. www.treatyalliance.org/
- ²⁸ Gordon Hoekstra, "B.C. Pipeline Showdown: Will Kinder Morgan Expansion Get Built?," Vancouver Sun, June 2, 2017.

Contact:

Katya Nikitenko
(Greenpeace Switzerland)
katya.nikitenko@greenpeace.org
+41 79 937 63 83

Clause de non-responsabilité

Ni Greenpeace ni Banktrack n'est un conseiller en investissement ou un conseiller financier, et aucun des deux ne fait de déclaration sur l'opportunité d'investir dans une quelconque entreprise ou un fonds ou un support de placement. Aucune décision d'investissement dans un tel fonds ou dans une telle entité ne devrait être prise en relation quelque élément que ce soit qui apparaîtrait dans ce document destiné aux investisseurs. Alors que Greenpeace et Banktrack ont obtenu des informations considérées comme fiables, aucune des deux n'est responsable de revendications ou de pertes de quelque nature que ce soit en relation avec une information contenue dans ce document, y compris, mais non limité à des pertes de gains ou des dégâts punitifs ou consécutifs. Ce document ne devrait pas être considéré comme un guide complet de toutes les questions qu'un investisseur devrait poser ou se poser, mais plutôt comme un point de départ pour des questions spécifiques liées aux sujets présentés dans ce document. Les opinions exprimées dans ce document sont basées sur les documents spécifiés dans les notes de fin. Nous encourageons nos lecteurs à également lire ces documents.